

## Burundi : une foule immense pour soutenir Mbonimpa à son procès

@rib News, 04/07/2014 Le procès de Pierre Claver Mbonimpa, président de l'APRODH a été mis en libération, source de son avocat. Il est arrivé ce matin vers 10h 45, soit plus d'une heure de retard, au siège du Tribunal de Grande Instance de Bujumbura Mairie à bord d'un camion des prisonniers. Mbonimpa était en forme et a pris le temps de saluer ses supporters venus de tout le pays selon le constat des reporters locaux et internationaux sur place. Mbonimpa a cependant un problème de diabète et a été autorisé tout de même à suivre son procès assis, entouré de quatre avocats dont Me Armel Niyongere et Me Charité Niyongere.

Dans un procès qui n'a duré que quelques minutes, Mbonimpa maintenu sa position selon laquelle, il y a des entrainements militaires des jeunes burundais au Congo. Son procès a été mis en libération et il est retourné en prison. Cependant, une foule immense s'était donné rendez-vous depuis d'ailleurs 6h du matin devant le TGI de Bujumbura. Les uns en vert, les autres portant des sachets verts, d'autres des troncs de branches d'arbres verts des feuilles vertes, en tout cas il était difficile de passer devant le tribunal de grande instance de Bujumbura en véhicule ou à pied. « Libération de Mbonimpa » scandaient les manifestants, visiblement encouragés par la morale et la détermination de voir leur « héros » libéré par la justice. A Bubanza, tôt ce matin, on observait des gens, anciens combattants, ancien prisonnier prendre des bus pour venir à Bujumbura soutenir Mbonimpa. La même situation est aussi présente à Muramvya, Makamba et Ngozi. Exceptionnellement, même des congolais de Bukavu, membres des organisations de la société civile étaient au rendez-vous. Le BNUB avait été représenté par le chargé des droits de l'homme dans cette organisation, tandis que d'autres organisations internationale et chancelleries étaient aussi présentes. Dans l'après-midi un groupe de policiers a encerclé le bureau de l'APRODH non loin de la présidence de la République. Ils recherchaient un individu qui les avait photographié, selon Pacifique Nininahazwe, un autre activiste burundais dans l'État du pouvoir en place. La médiation a été assurée par le président de l'Olucome, Gabriel Rufyiri, un autre activiste anti corruption aussi vu comme ennemi du régime. La médiation a eu lieu entre le staff de l'APRODH et les policiers. 20 minutes plus tard la tension est retombée et les policiers sont partis. Mais la colère est grande dans les rangs de la police. On le photographie partout. Partout, même à l'église, selon toujours Pacifique Nininahazwe sur son compte facebook. [JM]